

Déclaration introductive du Conseil des gouverneurs de la BCE : l'analyse économique

À l'issue de la Déclaration introductive du 10 mars et des décisions de politique monétaire, Mario Draghi a détaillé l'analyse économique du Conseil des gouverneurs. Le président de la BCE a indiqué que les « données d'enquête les plus récentes font état d'une dynamique de la croissance plus faible que prévu au début de cette année. Dans les mois à venir, nous nous attendons à ce que la reprise économique se prolonge à un rythme modéré. La demande intérieure devrait être encore confortée par nos mesures de politique monétaire et leur incidence favorable sur les conditions de financement ainsi que par la poursuite des créations d'emplois à la faveur des réformes structurelles antérieures. [...] Ces perspectives ressortent globalement des projections macroéconomiques de mars 2016 établies par les services de la BCE pour la zone euro, qui tablent sur une hausse du PIB annuel en volume de 1,4 % en 2016, de 1,7 % en 2017 et de 1,8 % en 2018 ». En ce qui concerne l'inflation, pour Eurostat « la hausse annuelle de l'IPCH dans la zone euro s'est établie à -0,2 % en février 2016, après 0,3 % en janvier. L'ensemble des principales composantes de l'IPCH ont contribué à ce repli. Sur la base des cours actuels des contrats à terme sur l'énergie, l'inflation devrait demeurer négative dans les prochains mois et se redresser plus tard cette année. [...] Le Conseil des gouverneurs suivra attentivement les processus de fixation des prix et les évolutions salariales dans la zone euro et veillera particulièrement à ce que l'environnement actuel de faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires. [...] En résumé, un recoupement des résultats de l'analyse économique avec les signaux provenant de l'analyse monétaire confirme la nécessité de renforcer les mesures de relance monétaire afin de garantir le retour, sans tarder, des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

La déclaration Introductive complète : <https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160310.fr.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

BCE : Conseil des gouverneurs du 10 mars 2016

Lors de sa réunion du 10 mars 2016, le Conseil des gouverneurs a pris plusieurs mesures « [...] Premièrement, en ce qui concerne les taux d'intérêt directeurs de la BCE, nous avons décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base, à 0,00 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base, à 0,25 %. Le taux de la facilité de dépôt a été abaissé de 10 points de base, à -0,40 %. Deuxièmement, nous avons décidé de porter les achats mensuels effectués dans le cadre de notre programme d'achats d'actifs de 60 milliards d'euros à l'heure actuelle à 80 milliards d'euros. [...] Nous avons également décidé de relever de 33 % à 50 % les limites des parts assignées aux émetteurs et aux émissions pour les achats de titres émis par des organisations internationales et des banques multilatérales de développement éligibles. Troisièmement, nous avons décidé d'inclure des obligations bien notées (investment grade) libellées en euros émises par des sociétés non bancaires établies dans la zone euro à la liste des actifs éligibles aux achats réguliers dans le cadre d'un nouveau programme d'achats de titres du secteur des entreprises. [...] Quatrièmement, nous avons décidé de lancer une nouvelle série de quatre opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II), à compter de juin 2016, toutes d'une durée de quatre ans. Ces nouvelles opérations accentueront l'orientation accommodante de la politique monétaire et renforceront la transmission de la politique monétaire en stimulant davantage les prêts bancaires à l'économie réelle. Les contreparties pourront emprunter jusqu'à 30 % du stock de prêts éligibles au 31 janvier 2016. Le taux d'intérêt appliqué dans le cadre des TLTRO II correspondra, pour la durée de chaque opération, au taux des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème en cours au moment de la réalisation de l'opération. [...] En dernier lieu, le Conseil des gouverneurs [...] prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. »

Union européenne

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 11,3 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en janvier 2016, en baisse par rapport au taux de 9,0 % enregistré en décembre 2015 et à celui de 9,8 % de janvier 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en janvier 2016, 21,789 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,647 millions dans la zone euro. Par rapport à décembre 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 163 000 dans l'UE28 et de 105 000 dans la zone euro. Comparé à janvier 2015, le chômage a baissé de 2,034 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,445 million dans la zone euro.

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2016-285 du 9 mars 2016 relatif à la procédure simplifiée de recouvrement des petites créances
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032182760&categorieLien=id>

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032004539&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032004939&categorieLien=id>

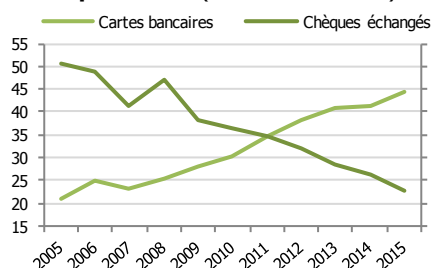
ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Moyens de paiement : la carte bancaire gagne du terrain sur les chéquiers

En 2015, le nombre de cartes bancaires en circulation en Martinique s'établit à 646 824 (+2,1 % sur un an), soit 1,71 carte par habitant (contre 0,98 en métropole). Le nombre d'opérations réglées par carte bancaire s'élève à 44,3 millions (+6,7 % en glissement annuel), pour un montant de 2,1 milliards d'euros (+5,8 %). Le montant moyen des paiements par carte est stable, à 47 euros. En revanche, le nombre de chèques échangés recule de 8,3 % par rapport à 2014, à 7,6 millions.

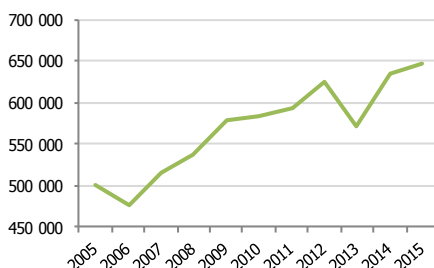
De manière générale, le chèque est, en partie, remplacé par la carte bancaire, non seulement pour les transactions courantes, mais également pour les transactions de montants élevés, en raison du développement du paiement par carte en plusieurs fois. Le nombre de chèques échangés a ainsi reculé de 42,3 % par rapport à 2005 alors que les paiements par cartes ont progressé de 113,0 % dans le même temps, en parallèle du nombre de commerçants équipés de terminaux dédiés (+52,3 %).

Evolutions des moyens de paiements (en millions d'unités)



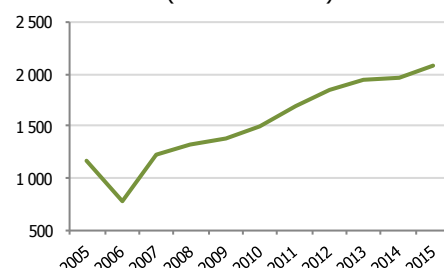
Source : IEDOM, SIEDAG, Banque Postale

Nombre de cartes bancaires en circulation



Source : IEDOM

Montant des paiements par carte (millions d'euros)



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Bouclier Qualité Prix 2016 : un effort de 1,4 % sur la liste de produits

Le Bouclier Qualité-Prix (BQP) est un dispositif de modération des prix portant sur une liste de produits de consommation courante, négociée chaque année par l'État et les professionnels du secteur de la grande distribution. L'accord du 4 mars 2016 arrête la nouvelle liste de produits, son prix maximum global et les commerces concernés. La liste des produits tient compte des observations formulées dans le cadre de l'*Observatoire des prix, des marges et des revenus* et affiche une volonté d'équilibre entre les marques nationales, les marques distributeurs et les produits locaux (30 % des produits du bouclier).

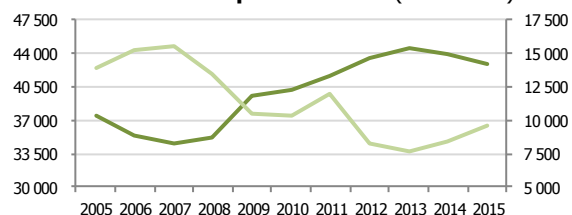
En Martinique, l'accord de 2016 dispose que tous les établissements signataires d'une surface égale ou supérieure à 1 000 m² affichent la liste des 101 produits identifiés, dont le prix maximum global a été fixé à 345 euros, soit 5 euros de moins qu'en 2015 (-1,4 %). En outre, deux conventions complémentaires complètent l'accord pour les établissements de taille inférieure et les discounters.

L'écart entre la demande et l'offre de travail s'est réduit en 2015

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en recul sur un an (-2,3%), mais demeure à un niveau élevé (42 963). L'évolution est toutefois très contrastée selon les tranches d'âge et la durée d'inscription. Si le nombre de jeunes inscrits (moins de 30 ans) est en repli (-9,4 % sur un an), le nombre de séniors (50 ans et plus) est en progression sur l'année (+7,4 %). En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (chômage supérieur à un an) et de très longue durée (chômage supérieur à deux ans) est relativement stable (respectivement -0,5 % et -0,4 %).

En parallèle, le nombre d'offres d'emploi collectées progresse sur un an (+12,1 %), en particulier les offres de CDI et ou de CDD de plus de six mois (+22,1 %). De même, les offres d'emploi satisfaites sont en hausse (+8,9 %).

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées (en nombre)



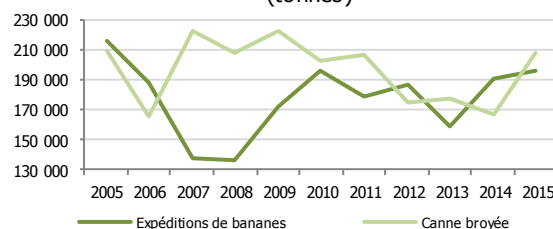
Sources : SMTF, Pôle emploi - Dares

La banane et la canne enregistrent de bons résultats en 2015

En 2015, le secteur primaire reste dynamique. Les expéditions de bananes progressent à 196 405 tonnes (+3,0 %) et le secteur de la canne, sous l'effet des excellentes conditions climatiques pendant la campagne 2015, enregistre une hausse sensible du volume de canne broyée (+24,3 %, à 207 507 tonnes). Le volume de canne broyée, destinée à la production de rhum, affiche ainsi un niveau jamais atteint en plus de 15 ans (+26,5 % à 160 902 tonnes) et la production de sucre augmente de 18,1 %, à 2 868 tonnes.

Les perspectives pour la campagne cannière de 2016 sont moins favorables, l'année écoulée ayant été relativement sèche, avec une pluviométrie inférieure de 24,4 % par rapport à la moyenne de longue période.

Expéditions de bananes et volume de canne broyée (tonnes)



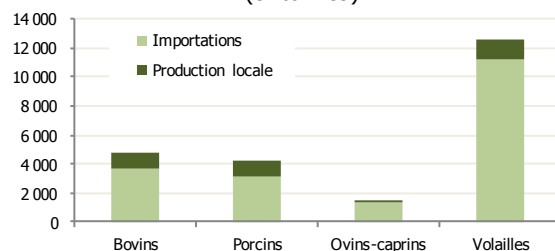
Source : CIRAD, Centre technique de la canne et du sucre

Des difficultés pour les éleveurs en 2015

Dans les filières d'élevage, la situation est contrastée en 2015, les éleveurs martiniquais ayant pâti des conditions climatiques. A 3 522 tonnes, la production locale de viande s'inscrit en repli (-3,6 %), en lien avec la contraction des abattages de viande porcine (-11,1 %), alors que les abattages sont stables pour les bovins (+0,1 %) et en légère hausse pour les ovins et les caprins (+1,1 %). Pour leur part, les abattages de viande de volaille restent bien orientés (+2,3 %).

Dans le même temps, les importations de viandes augmentent de 1,5 % à 19 357 tonnes. La couverture de la consommation de viande par la production locale demeure faible, de l'ordre de 15 %.

Consommation de viande en 2015
(en tonnes)



Source : SEMAM

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Séminaire régional sur la microfinance

Le département Outre-mer de l'AFD (Agence française de développement), en partenariat avec l'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique), a organisé à Fort-de-France, les 15 et 16 mars 2016, un séminaire régional réunissant des acteurs de la microfinance de la Caraïbe, à la fois institutionnels et privés autour du sujet « Économie informelle, création d'entreprises et pérennité de l'emploi : Quel rôle pour la microfinance ? ». Cette conférence s'inscrit dans le cadre de l'avis du CESE (Conseil économique social et environnemental) qui propose un ensemble de préconisations pour impulser un changement d'échelle de la microfinance afin qu'elle contribue pleinement à la définition d'un nouveau modèle de développement durable des Outre-mer. Pierrette Crosemarie, rapporteure de cet avis, était présente, aux côtés de Jean Etienne Antoinette et Philippe Edmond Mariette, représentants du groupe Outre-mer au CESE.

De nombreux acteurs locaux de la microfinance et d'aide à la création d'entreprises (représentants des associations SOGESOL Haïti, Entrepreneurs du Monde Haïti, Initiative Saint Martin, Entreprendre Guadeloupe, ADIE Martinique, Guyane Pionnières,...) ont permis d'apporter une vision locale des enjeux et des problématiques rencontrées quotidiennement sur le terrain.

Le Président de la Collectivité territoriale de Martinique, Alfred Marie-Jeanne, est venu clôturer ces deux jours de séminaire et fait valoir son intérêt pour la microfinance ainsi que son soutien envers la démarche engagée par l'AFD.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- janvier 2016	99,8	+0,3 %	+0,0 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- janvier 2016	43 370	-0,1 %	-1,8 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2015	22 997	+1,5 %	+12,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés <i>Données non consolidées</i>	- octobre 2015	43 172	-0,1 %	+2,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- décembre 2015	252,8	+10,9 %	-4,3 %
	Hors produits pétroliers		199,4	+4,6 %	-1,3 %
	Exportations (millions d'euros)	- décembre 2015	46,0	+35,5 %	+2,4 %
	Hors produits pétroliers		17,7	+4,9 %	+13,5 %
	Taux de couverture mensuel	- décembre 2015	18,2 %		+1,2 pt
	Hors produits pétroliers		8,9 %		+1,2 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés	- décembre 2015	69,6	+51,8 %	+2,8 %
	(millions d'euros)	- cumul annuel	579,5		-0,3 %
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2015	15 408	-1,7 %	-2,3 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- décembre 2015	2 392	-1,4 %	-0,8 %

INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	- janvier 2016	176 201	+7,6 %	+18 %
		- cumul annuel	-		-
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- janvier 2016	92 464	+109,6 %	+78,4 %
		- cumul annuel	-		-
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- février 2016	13 426	+1,8 %	+0,6 %
		- cumul annuel	27 100		-0,8 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- février 2016	751	-31,4 %	+8,7 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- février 2016	132	-1,5 %	+5,6 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		2 111		+11,1 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015 Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%
Autres cas :	1,01%				0,50%

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,1270%	-0,1270%	-0,2280%	-0,2270%	-0,2650%	-0,2050%	-0,1340%	0,0240%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

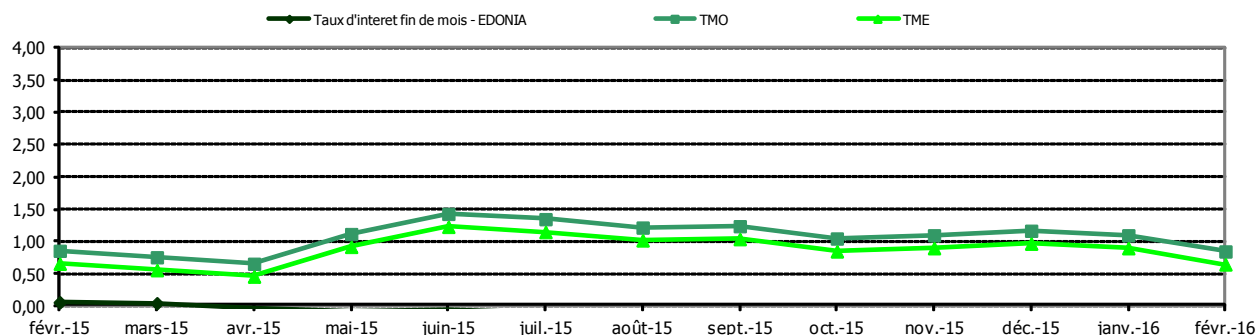
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février
0,90%	0,97%	0,90%	0,65%	1,10%	1,17%	1,10%	0,85%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,96%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,27%
Prêts à taux variable	3,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,83%
Prêts-relais	4,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,36%
Autres prêts		Découverts en compte	13,43%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,99%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,56%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	13,25%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,61%	Découverts en compte	13,43%

(†) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

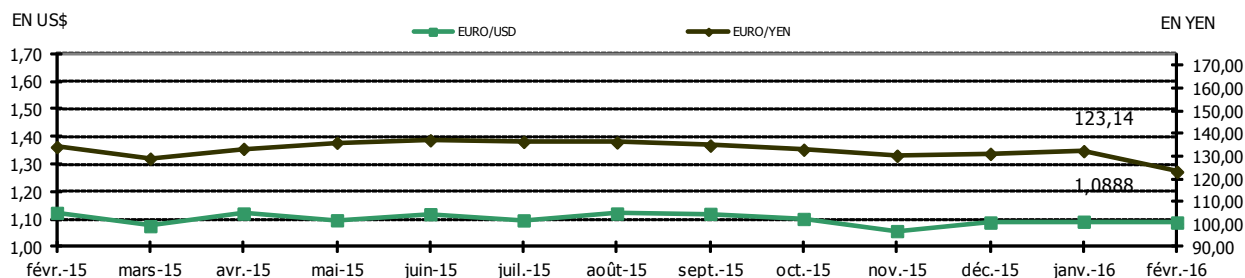
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0888	EURO/ZAR (Afrique du sud)	17,4563	EURO/SRD (Surinam)	4,348
EURO/JPY (Japon)	123,1400	EURO/BWP (Botswana)	12,3626	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9494
EURO/CAD (Canada)	1,4767	EURO/SCR (Seychelles)	15,5963	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,7101
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7858	EURO/MUR (Maurice)	39,1412	EURO/BBD (La Barbade)	2,1745
EURO/SGD (Singapour)	1,5325	EURO/BRL (Brésil)	4,3394	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,1129
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,4651	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,8413	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3469,0068	EURO/XCD (Dominique)	2,9357	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	